



ASIA FOCUS

« AXE ABRAHAM » VS « AXE DE LA RÉSISTANCE » : L'IMPACT DES RECOMPOSITIONS RÉGIONALES SUR LA POSTURE STRATÉGIQUE DE L'IRAN

Héloïse Fayet / Chercheuse au Centre des études de sécurité de l'Institut français des relations internationales (Ifri) et coordinatrice du programme « Dissuasion et prolifération ».

Octobre 2022



PRÉSENTATION DE L'AUTEURE



Héloïse Fayet / Chercheuse au Centre des études de sécurité de l'Institut français des relations internationales (Ifri) et coordinatrice du programme « Dissuasion et prolifération ».

Cet article est issu de la contribution d'Héloïse Fayet à la journée d'étude sur la géopolitique de l'Iran, intitulée « 2022 : l'Iran et ses enjeux », organisée dans le cadre des activités doctorales de l'Institut catholique de Paris (ICP) à l'initiative de Théo Nencini, chercheur doctorant à l'ICP et à l'Université Grenoble Alpes.

PRÉSENTATION DE LA COLLECTION « ASIA FOCUS »

La collection « Asia Focus » propose des analyses, des entretiens avec des experts ou des acteurs, ou des notes sur des travaux majeurs produits par des spécialistes de la région. Son objectif est d'approfondir la réflexion sur des sujets d'actualité et d'offrir des éléments de compréhension sur les enjeux actuels en Asie. Les dynamiques politiques, sécuritaires, économiques, culturelles ou sociétales sont ainsi privilégiées.

Collection sous la direction de **Barthélémy Courmont**, directeur de recherche à l'IRIS, maître de conférences à l'Université catholique de Lille, et **Emmanuel Lincot**, chercheur associé à l'IRIS, professeur à l'Institut Catholique de Paris et sinologue. Elle s'inscrit dans le cadre du Programme Asie-Pacifique de l'IRIS.



PROGRAMME
ASIE-PACIFIQUE

Par son poids économique, démographique et la persistance d'une multitude de défis politiques, stratégiques et sécuritaires, l'Asie-Pacifique fait l'objet de toutes les attentions. Le programme Asie-Pacifique de l'IRIS et son réseau de chercheurs reconnu à l'échelle nationale et internationale se donnent pour objectif de décrypter les grandes dynamiques régionales, tout en analysant de manière précise les différents pays qui la composent et les enjeux auxquels ils sont confrontés.

Les champs d'intervention de ce programme sont multiples : animation du débat stratégique ; réalisation d'études, rapports et notes de consultance ; organisation de conférences, colloques, séminaires ; formation sur mesure.

Ce programme est dirigé par **Barthélémy Courmont**, directeur de recherche à l'IRIS, maître de conférences à l'Université catholique de Lille

Normalisation des relations entre Israël et certains pays du Golfe au travers des accords d'Abraham, retrait américain d'Afghanistan, diminution progressive de l'empreinte de la coalition contre Daech en Irak et en Syrie : depuis deux ans, le Moyen-Orient connaît d'importantes évolutions géopolitiques, qui ont des conséquences sur la posture stratégique des puissances de la région.

L'Iran apparaît comme l'un des perdants de ces évolutions, dont certaines sont d'ailleurs directement dirigées contre lui. En effet, bien que Téhéran ait réussi à consolider son réseau de relais d'influence au Levant au cours de la guerre civile syrienne puis de la guerre contre Daech, la République islamique semble montrer des difficultés à contrôler durablement ses proxys, notamment en raison d'une contestation sociale grandissante contre son influence.

L'Iran se voit aussi progressivement encerclé par des coalitions visant à limiter son champ d'action au Moyen-Orient : les accords d'Abraham, même s'ils restent pour le moment embryonnaires, en sont le principal exemple. Même le retrait américain d'Afghanistan, qui a certes permis à l'Iran de renforcer son narratif d'échec du colonialisme occidental dans la région, est susceptible de nuire à l'équilibre de Téhéran en cas de dégradation de la situation sécuritaire à Kaboul.

Enfin, les négociations sur le programme nucléaire iranien, jadis espoir d'ouverture du régime à l'extérieur, patinent, tout comme les discussions entre les rivaux iraniens et saoudiens ; de ce fait, l'Iran regarde désormais à l'Est, et en particulier vers la Chine.

UNE VICTOIRE EN DEMI-TEINTE DANS DES ZONES HISTORIQUES D'INFLUENCE

La Révolution islamique de 1979 a totalement renouvelé la politique d'influence régionale de l'Iran, en mettant l'accent sur l'exportation de l'idéologie chiite révolutionnaire à travers des clercs religieux formés en Iran mais également en armant des milices irakiennes au cours de la guerre Iran-Irak. Ces mêmes milices se sont ensuite montrées très actives pour lutter contre l'occupation américaine en Irak à partir de 2003. Mais c'est véritablement au moment de la guerre civile syrienne, où Téhéran a soutenu le régime de Bachar al-Assad à l'aide de milices chiites, puis dans la lutte contre Daech à partir de 2014, que l'Iran a pu se rendre utile au Levant et consolider son assise territoriale.

Une implantation durable grâce à la lutte contre Daech

En Irak, les milices chiites proches de l'Iran, soit créées au cours de la lutte contre l'occupation américaine (*Kataeb Hezbollah*, brigades *Badr*, *Harakat Hezbollah al-Nujaba*, *Asaeb ahl al-Haqq...*), soit *ex nihilo* après l'appel à la mobilisation lancée en juin 2014 par l'ayatollah de Najaf Ali al-Sistani, se sont véritablement organisées et structurées au cours de la lutte contre Daech¹. Rassemblées au sein de la Mobilisation populaire irakienne, directement sous l'ordre du Premier ministre, elles ont pu acquérir des compétences en combat avec l'aide de conseillers de la force *Qods* déployés à leurs côtés sur le terrain, en particulier dans la ville de Mossoul. Il existe ainsi une unité dédiée au sein de la force *Qods* à l'implantation en Irak : le *Sepah 1000*, qui est d'ailleurs considérée comme une organisation terroriste (au même titre que la force *Qods* elle-même) par le Trésor américain². La guerre a également accéléré l'implantation d'une présence iranienne officielle en Irak, notamment via un centre quadripartite de coordination pour la lutte contre le terrorisme et de partage de renseignement situé au ministère irakien de la Défense à Bagdad et réunissant des officiers russes, syriens, iraniens et irakiens³.

Les milices ont également pu s'implanter dans les territoires sunnites du nord du pays et ont profité d'une désorganisation de l'État et de l'armée pour s'affirmer en tant que seule force de sécurité légitime et comme fournisseur de stabilité face à Daech⁴. Cette légitimation passe notamment par la participation à des opérations militaires aux côtés de l'armée régulière, ou encore la célébration annuelle de la victoire contre Daech dans un défilé leur permettant de mettre en valeur leurs capacités et équipements. Elles ont également développé un système de prédation économique, sur le modèle de celui déjà en place dans le sud du pays, gérant les trafics de drogue et d'armes. Mais, paradoxalement, le fait d'être de mieux en mieux implantées dans un tissu économique local et le développement de petites activités de racket, moins dangereuses et plus lucratives que la guerre ouverte contre Daech, nuit à cette légitimité régaliennne qu'elles cherchent à acquérir. La diversification ne facilite pas non plus leur acceptation par la population, qui les considère plus comme une force d'occupation chiite que comme une représentation légitime de la force étatique.

¹ Hebatalla Taha et Clément Therme, « Les groupes chiites en Irak : enjeux nationaux et dimensions transnationales », *Politique étrangère*, 2017/4, pp. 29-40, disponible sur : <https://www.cairn.info/revue-politique-etrangere-2017-4-page-29.htm>

² Pushback: Countering the Iran Action Network, Center for a New American Security, septembre 2013.

³ Muhammad Talbi, « JOC: The quadripartite center has achieved success in capturing ISIS leaders and thwarting terrorist operations », *Iraqi News Agency*, 29 novembre 2020, disponible sur : <https://ina.iq/eng/10078--.html>

⁴ Phillip Smyth, « The Shia Militia Mapping Project », The Washington Institute, 20 mai 2019, disponible sur : <https://www.washingtoninstitute.org/policy-analysis/shia-militia-mapping-project>

En Syrie, l'État iranien a également profité de la guerre civile puis de la naissance de Daech pour développer ses réseaux et asseoir sa présence. Téhéran a ainsi envoyé de nombreux conseillers et soldats pour soutenir le régime de Bachar al-Assad à partir de 2011, en majorité issus des *Pasdaran* mais également de l'armée régulière, l'*Artesh*, dont la doctrine d'emploi est pourtant la défense du territoire national et témoignant de ce fait de l'importance de ce conflit pour le régime iranien⁵. Des milices chiites formées de réfugiés afghans et pakistanais en Iran ont également été créées, ainsi que des groupes locaux de chiites syriens, tandis que des milices irakiennes déjà constituées ont développé des branches spécifiques pour l'envoi de combattants en Syrie⁶. Enfin, le *Hezbollah* libanais, qui reste le modèle de proxy pour l'Iran, a également participé à la défense du régime syrien aux côtés de ces autres forces, dont la majorité sont aujourd'hui dissoutes du fait de la moindre intensité des combats.

Si ce système a permis à l'Iran d'enregistrer des victoires militaires contre les rebelles syriens et d'aguerrir ses troupes régulières comme irrégulières, l'objectif de sanctuarisation de l'ensemble du territoire syrien et de protection du régime n'a pas été atteint, alors même que Damas demeure aujourd'hui et plus que jamais son seul allié arabe dans la région et un appui territorial pour la projection de force vers le Golan et la lutte contre Israël. Téhéran n'est pas parvenu à agir seul, ce qui a obligé la Syrie à faire appel à la Russie, dont les relations avec l'Iran ne sont pas toujours aisées. La présence de la Turquie sur le territoire syrien, en particulier le long de la frontière Nord et dans la poche d'Idlib, est aussi subie par l'Iran, qui se voit forcé de composer avec des alliés de circonstance aux intérêts parfois divergents. Le règlement diplomatique du conflit, au travers du processus de paix d'Astana, qui regroupe l'Iran, la Russie, la Turquie et la Syrie, est également enlisé.

Une contestation grandissante dans les pays d'influence

La lutte contre Daech, si elle a donc été un excellent prétexte utilisé par l'Iran pour s'implanter durablement dans des États voisins déjà perméables à son influence, se transforme ainsi lentement en enlèvement pour Téhéran, avec des supplétifs de moins en moins enclins à suivre les directives du régime et une critique sociale grandissante dans ces pays.

Ce phénomène a surtout été observé en Irak à partir d'octobre 2019 dans le mouvement de la « révolution d'octobre » : une contestation sociale grandissante face à la corruption et une influence iranienne perçue comme trop forte et incarnée par les milices chiites proches de

⁵ Paul Bucala, « The Artesh in Syria: A fundamental shift in Iranian hard power », *Critical threats*, 4 mai 2016, disponible sur : <https://www.criticalthreats.org/analysis/the-artesh-in-syria-a-fundamental-shift-in-iranian-hard-power>

⁶ Catherine Gouëset, « Ces milices étrangères qui reconquièrent la Syrie pour Bachar el-Assad », *L'Express*, 7 décembre 2016, disponible sur : https://www.lexpress.fr/actualite/monde/proche-moyen-orient/ces-milices-etrangees-qui-reconquierent-la-syrie-pour-bachar-el-assad_1857913.html

l'Irak. Ce mouvement, fortement réprimé par les forces de l'ordre irakiennes et les milices, a conduit à la démission du Premier ministre Adel Abdel Mahdi et la nomination, cinq mois plus tard, de Mustafa al-Kadhimi, un Premier ministre considéré comme « équilibré », donc toléré à la fois par les États-Unis et l'Irak, les deux grands parrains de l'Irak. Cette contestation a conduit à la radicalisation de certaines milices et à des craintes de guerre civile intrachiite, avec un cloisonnement de plus en plus fort entre population « pro-Irak » et population « anti-Irak »⁷.

Deux ans plus tard, si le risque de guerre civile semble s'être éloigné, le blocage politique entre ces deux courants semble plus fort que jamais. En effet, si les milices avaient largement remporté les élections législatives de 2018, leur permettant d'achever leur transformation en organisations politiques, les élections d'octobre 2021 ont vu une défaite du bloc pro-iranien (la coalition Fatah d'Hadi al-Ameri) qui a immédiatement critiqué la légalité de ces résultats, et une nette victoire du mouvement ultranationaliste de Moqtada al-Sadr (la coalition Sairoun)⁸. Depuis, les négociations pour former un nouveau gouvernement patinent, Sadr ayant même ordonné à ses députés de se retirer du Parlement⁹.

Ce schisme reflète en réalité des tensions plus anciennes qui se sont aggravées après la mort de Qassem Soleimani dans une frappe de drone américaine à Bagdad en janvier 2020. En effet, son successeur, moins charismatique, a éprouvé des difficultés à maintenir la forte influence de l'Irak sur ses proxys, notamment en raison de la diminution de la manne financière fournie par l'Irak en pleine crise du Covid-19, et d'une indépendance grandissante des milices, fortes de leurs propres réseaux désormais solidement implantés en Irak¹⁰. Cette indépendance peut d'ailleurs les conduire à effectuer des actions jugées trop radicales par Téhéran, comme le ciblage direct d'emprises occidentales en Irak, avec un risque fort de riposte américaine perçu par l'Irak. De ce fait, l'éloignement progressif entre l'Irak et certaines milices radicales irakiennes peut finalement être lu comme une dynamique à la fois subie et recherchée par le régime iranien, qui peut ainsi nier toute implication dans les activités de ses réseaux en Irak.

Ce mouvement de contestation de la présence iranienne a aussi été observé au Liban après l'explosion du port de Beyrouth le 4 août 2020, face à l'incapacité du gouvernement à régler la crise qui s'en est suivie et qui plonge progressivement le pays dans le chaos et la pauvreté.

⁷ Rasha Al Aqeedi, « The World Paid Attention to the Wrong Iraqi Protests », *The Atlantic*, 7 janvier 2020, disponible sur : <https://www.theatlantic.com/ideas/archive/2020/01/iraqs-real-protesters-are-caught-in-the-middle/604537/>

⁸ « Iraq's top court ratifies parliamentary election results », *France 24*, 27 décembre 2021, disponible sur : <https://www.france24.com/en/middle-east/20211227-iraq-s-top-court-rejects-bid-to-annul-parliamentary-election-results>

⁹ Douglas A. Ollivant, « A post-SADR Iraq ? », *War on the rocks*, 20 juin 2022, disponible sur : <https://warontherocks.com/2022/06/a-post-sadr-iraq/>

¹⁰ Shawn Yuan, « Is Iran losing some of its grip on Shia militias in Iraq? », *Al Jazeera*, 12 novembre 2021, disponible sur : <https://www.aljazeera.com/news/2021/11/12/is-iran-losing-some-of-its-grip-on-shia-militias-in-iraq>

Partie prenante de ce système et représentant aussi de l'impéritie du gouvernement libanais, avec ses blocages et ses ambitions individuelles, le Hezbollah s'est aussi vu de plus en plus critiqué par la population, accusé de servir les intérêts de l'Iran – le fameux corridor logistique entre l'Iran et la Méditerranée pour cibler Israël – plus que les intérêts de la population libanaise.

L'enlissement au Yémen

Le Yémen n'a jamais été identifié comme un intérêt de sécurité primordial par les dirigeants iraniens. De ce fait, le soutien iranien aux Houthis relève plutôt d'une action d'opportunité de la part de Téhéran pour contrer l'Arabie saoudite dans la région et nuire aux velléités guerrières de son rival sunnite. Téhéran a ainsi fourni des armes assez sophistiquées aux rebelles, notamment des missiles antinavires employés comme moyen de projection de puissance sur le détroit de Bab el-Mandeb et des drones utilisés dans des attaques contre les Émirats arabes unis (EAU) mais avec une empreinte au sol très réduite, dans une approche qualifiée de « low risk »¹¹.

Comme en Irak et en Syrie où la résolution des conflits s'enlise, la situation au Yémen n'évolue guère, malgré quelques soubresauts comme le tir de missiles contre les Émirats arabes unis en janvier depuis le Yémen¹² et des menaces répétées contre les pays du Golfe (à l'exception du Qatar). La position iranienne à ce sujet est parfois ambiguë : soucieuse de présenter une relation convenable avec les Émirats, les actions houthies les ciblant ne sont pas nécessairement revendiquées ou soutenues par l'Iran, laissant planer le doute sur leur véritable commanditaire. Les Houthis apparaissent donc beaucoup plus indépendants dans la conduite de leur politique régionale malgré l'aide iranienne, et leur relation avec l'Iran est moins stricte et encadrée que celle entretenue par les relais iraniens en Irak et en Syrie¹³.

LES NOUVEAUX RISQUES « D'ENCERCLEMENT »

En plus de cette relative réduction de son influence dans des zones qui lui étaient jusqu'alors acquises, l'Iran doit également faire face à un resserrement des alliances entre pays voisins

¹¹ Kenneth Katzman, *Iran's Foreign and Defense Policies*, Congressional Research Service, 2021

¹² Shawn Yuan, « Is Iran losing some of its grip on Shia militias in Iraq? », *Al Jazeera*, 12 novembre 2021, disponible sur : <https://www.aljazeera.com/news/2021/11/12/is-iran-losing-some-of-its-grip-on-shia-militias-in-iraq>

¹³ Morgan Paglia et Vincent Tourret, « L'Iran et ses « proxys » au Moyen-Orient. Les défis de la guerre par procuration », *Focus stratégique*, n°95, Ifri, mars 2020, disponible sur : https://www.ifri.org/sites/default/files/atoms/files/paglia_tourret_proxys_iran_2020.pdf

qui lui sont opposés, et ce malgré la diminution de l’empreinte américaine qui aurait pu être une victoire durable pour Téhéran.

Les multiples conséquences du retrait américain d’Afghanistan

Le retrait précipité des États-Unis d’Afghanistan à l’été 2021 a tout d’abord été présenté comme une défaite de l’impérialisme américain par l’Iran, et largement salué en interne. L’Iran a ainsi essayé de se présenter à ses partenaires régionaux comme le seul acteur fiable et puissant au Moyen-Orient, contrairement aux États-Unis dont les alliances apparaissent ainsi volatiles et conditionnées à des tweets de l’ancien président ou des décisions prises sans concertation avec ses alliés et partenaires (annonce du retrait américain de Syrie, ou encore sortie de l’accord sur le nucléaire iranien).

Cependant, l’Iran n’a pas toujours été en bons termes avec les Taliban : à la fin des années 1990, les Taliban ont ainsi conduit une campagne d’assassinats de diplomates iraniens, provoquant de fortes tensions entre les deux pays. Les Taliban, sunnites radicaux, sont également connus pour leur ciblage répété de la minorité chiite hazara en Afghanistan. Téhéran n’avait ainsi pas reconnu le gouvernement taliban entre 1996 et 2001. Ces relations se sont améliorées lorsque les États-Unis sont devenus l’ennemi commun des Taliban et du régime iranien, et sont encore amenées à évoluer depuis qu’ils ont repris le pouvoir à Kaboul. Pour le moment, la prudence est donc de mise et les Taliban ne font pas entièrement partie de « l’axe de résistance » promu par l’Iran à travers ses relais en Irak, en Syrie, au Liban et au Yémen¹⁴. Si une délégation afghane a bien été accueillie à Téhéran en début d’année 2022, et que des Taliban sont stationnés à l’ambassade d’Afghanistan à Téhéran¹⁵, l’Iran souhaite toujours promouvoir une gouvernance « inclusive » à Kaboul et représentative des différentes ethnies et courants politiques dans le pays, comme l’a rappelé le ministre des Affaires étrangères iranien en visite en Afghanistan en mars dernier¹⁶.

Enfin, bien que cette crainte ne se soit pas encore réalisée, un Afghanistan instable, notamment si la branche de Daech au Khorasan continue ses activités terroristes, est susceptible de provoquer de fortes tensions sur sa frontière avec l’Iran, et en particulier un afflux de réfugiés que l’Iran ne serait pas forcément capable d’assimiler au sein d’une minorité afghane déjà conséquente. Ainsi, au-delà d’une victoire stratégique qui permet à Téhéran de

¹⁴ Ali Fathollah-Nejad et Hamidreza Azizi, « Iran and the Taliban after the US fiasco in Afghanistan », *Mei@75*, 22 septembre 2021, disponible sur : <https://www.mei.edu/publications/iran-and-taliban-after-us-fiasco-afghanistan>

¹⁵ « Iran confirms Taliban diplomats stationed in Tehran Embassy », *Al-monitor*, 26 avril 2022, disponible sur : <https://www.al-monitor.com/originals/2022/04/iran-confirms-taliban-diplomats-stationed-tehran-embassy>

¹⁶ Ministère des Affaires étrangères de la République islamique d’Iran, « Iran calls for return of tranquility to Afghanistan », 31 mars 2022, disponible sur : <https://en.mfa.ir/portal/newsview/674993/Iran-calls-for-return-of-tranquility-to-Afghanistan>

critiquer la politique moyen-orientale de Washington et de redéfinir ses alliances avec son voisin afghan, le retour du régime taliban à Kaboul reste manié avec prudence par les Iraniens.

Les accords d'Abraham comme nouvelle alliance régionale contre l'Iran

Signés à l'été 2020 entre Israël d'une part et Bahreïn, les EAU et le Soudan d'autre part, les accords d'Abraham représentent l'un des rares « succès » de la politique moyen-orientale ouvertement pro-israélienne de Donald Trump, à l'inverse de son « plan de paix » entre Israël et l'Autorité palestinienne qui avait échoué avant même de réellement être mis en place. Mis en parallèle d'un retrait progressif des États-Unis de la région (départ annoncé de Syrie, empreinte réduite en Irak, départ d'Afghanistan), ils peuvent être considérés comme la mise en place d'une alliance de pays sinon pro-Américains, tout du moins pro-Occidentaux, qualifiée d'« axe de modération ». Ce réseau ferait donc face à l'« axe de résistance » piloté par l'Iran et auquel on ajoute parfois un qualificatif « islamique » pour y ajouter le Qatar (témoignant de ce fait de la fragilité du Conseil de coopération du Golfe) et éventuellement la Turquie¹⁷. Il est également intéressant de noter que cette alliance est sinon nucléaire au moins proliférante, étant donné qu'Israël n'a jamais ni affirmé ni démenti posséder l'arme atomique, face à un Iran dont les velléités proliférantes sont connues de tous sous un couvert de programme strictement civil et scientifique.

Réduisant l'isolement de l'État hébreu, le « petit Satan » de Téhéran depuis 1979, ces accords ont été décriés et dénoncés par l'Iran, qui voit ainsi un cercle favorable à Israël et aux États-Unis se resserrer de plus en plus autour de ses frontières¹⁸. Cependant, la solidité de cet « axe d'Abraham » ne peut être comparé aux réseaux qu'a patiemment tissés le régime iranien au cours de ces quarante dernières années. Malgré les visites ministérielles, la signature d'accords de défense et l'augmentation importante de ventes d'armes israéliennes aux pays du Golfe¹⁹, la pérennisation de la normalisation reste fragilisée par plusieurs facteurs. Ainsi, bien que la cause palestinienne soit de moins en moins populaire dans le monde arabe, les tensions régulières entre Israël et les Territoires palestiniens, et plus largement le non-règlement du conflit, ont un impact sur les relations entre Tel Aviv, Abou Dhabi et les autres

¹⁷ Amr Yossef, The Regional Impact of the Abraham Accords, Modern War Institute Report, series 2021, n°2, mars 2021 : <https://mwi.usma.edu/wp-content/uploads/2021/02/regional-impact-abraham-accords.pdf>

¹⁸ Maysam Behravesheh and Hamidreza Azizi, « Israel's Peace Deals Are a Strategic Nightmare for Iran », *Foreign Policy*, 14 septembre 2020, disponible sur : <https://foreignpolicy.com/2020/09/14/israels-peace-deals-are-a-strategic-nightmare-for-iran/>

¹⁹ Daniel Avis, « Israel's 'Abraham Accords' 2021 Defense Exports Hits \$791 Million », Bloomberg.com, 12 avril 2022, disponible sur : <https://www.bloomberg.com/news/articles/2022-04-12/israel-s-abraham-accords-2021-defense-exports-hit-791-million>

capitales du Golfe²⁰. De plus, l'absence de l'Arabie saoudite dans l'accord, et ce malgré les efforts israéliens pour inclure Riyad, limite la portée du rapprochement israélo-arabe dans le Golfe²¹.

Ces accords apparaissent plutôt comme une garantie pour les pays concernés d'un renforcement d'une alliance pro-occidentale, voire d'une alliance entre eux, sur le modèle de la *Middle East Strategic Alliance* promue par Donald Trump, au moment où les États-Unis se détournent de la région²². Enfin, conscients de leur proximité géographique avec l'Iran et de la volatilité des alliances, les États du Golfe semblent pour le moment soucieux d'éviter toute provocation du régime iranien en se montrant trop proches de l'ennemi israélien.

UNE OUVERTURE NÉCESSAIRE POUR LA SURVIE DU RÉGIME IRANIEN

Face à un rétrécissement de l'empreinte iranienne dans la région causé par de multiples facteurs, le régime n'a plus d'autre choix que de s'ouvrir vers ceux qui sont toujours ses ennemis, sinon ses adversaires, afin de montrer au moins sur la forme qu'il est prêt à la négociation et ne souhaite pas être encore un peu plus ostracisé. En effet, en raison de la stratégie de *maximum pressure* mise en place par l'administration Trump, des nombreuses sanctions pesant sur les exportations iraniennes et de l'inflation généralisée suscitée par la guerre en Ukraine, la situation économique s'est nettement dégradée, provoquant d'importants mouvements de contestation sociale²³.

Cette volonté s'est notamment illustrée au cours de plusieurs rencontres tenues d'abord secrètes puis révélées dans la presse entre des dirigeants saoudien et iranien à Bagdad depuis le printemps 2021. Bagdad, sous la volonté de son Premier ministre Kadhimi, est d'ailleurs aidé en ce sens par la France, qui soutient cette initiative de souveraineté, et semble vouloir s'imposer comme médiateur dans le conflit larvé qu'oppose les deux grands États de la région, afin de promouvoir une « troisième voie » notamment portée par un triumvirat Irak / Jordanie

²⁰ Jean-Loup Samaan, « Until Israel deals with the Israeli-Palestinian conflict, it can't lead in the region », Atlantic Council, 23 mai 2022, disponible sur : <https://www.atlanticcouncil.org/blogs/menasource/until-israel-deals-with-the-israeli-palestinian-conflict-it-cant-lead-in-the-region/>

²¹ Daniel Avis, « Israel Says Talking to US, Gulf on How To Forge Ties With Riyadh », Bloomberg.com, 30 mai 2022, disponible sur : <https://www.bloomberg.com/news/articles/2022-05-30/israel-says-talking-to-us-gulf-on-how-to-forge-ties-with-riyadh>

²² Yasmine Farouk, « The Middle East Strategic Alliance Has a Long Way To Go », Carnegie Endowment for International Peace, 8 février 2019, disponible sur : <https://carnegieendowment.org/2019/02/08/middle-east-strategic-alliance-has-long-way-to-go-pub-78317>

²³ Ghazal Golshiri, « Une hausse de prix provoque des manifestations meurtrières en Iran », *Le Monde*, 20 mai 2022, disponible sur : https://www.lemonde.fr/international/article/2022/05/20/une-hausse-de-prix-provoque-des-manifestations-meurtrieres-en-iran_6127006_3210.html

/ Égypte. Fin août 2021, s'est ainsi tenue à Bagdad une conférence régionale réunissant des représentants de tous les pays de la zone et à laquelle l'Iran a participé²⁴, ainsi que la France, le président Macron étant le seul chef d'État occidental présent à cette conférence. Une nouvelle édition de cette conférence pourrait avoir lieu dans les prochains mois. Ces espoirs de rapprochement restent cependant ténus, avec des négociations entre Riyad et Téhéran régulièrement interrompues puis reprises²⁵.

Les négociations en cours sur le programme nucléaire militaire iranien représentent une autre opportunité pour l'Iran de s'ouvrir sur le monde extérieur. Cependant, après une période d'espoir en janvier et février 2022, où un nouvel accord sur la base du JCPOA (*Joint Comprehensive Plan of Action*) de 2015 semblait très proche, les discussions sont désormais au point mort. Les récents échanges de fin juin entre les États-Unis et l'Iran à Doha n'ont pas non plus été concluants, chaque partie se disant « déçue » des positions de l'autre²⁶. Enfin, les négociations à Vienne en août 2022, également prometteuses, semblent désormais suspendues aux résultats des élections de mi-mandat aux États-Unis. Plusieurs points bloquants subsistent : la désignation des Gardiens de la Révolution comme organisation terroriste sur la liste du Trésor américain et dont l'Iran demande le retrait, mais également la problématique plus large de « l'influence régionale iranienne » et du programme balistique iranien, qui ne figuraient pas dans l'accord de 2015 mais dont Israël et les pays du Golfe alliés des États-Unis demandent un contrôle plus strict. Des différends internes entre l'Iran et l'Agence internationale de l'énergie atomique font également obstacle.

Enfin, la guerre en Ukraine interfère également dans l'avancée des négociations. Le Moyen-Orient n'est ainsi plus une priorité de la diplomatie occidentale, tandis que Moscou, signataire du JCPOA, n'a pas hésité à exiger des garanties américaines pour lui permettre de poursuivre ses échanges commerciaux avec l'Iran même après l'imposition de nouvelles sanctions relatives à la guerre en Ukraine²⁷. Si cette intercession a, dans un premier temps, été fortement critiquée par Téhéran, ce qui montrait la puissance toute relative du pays face à des poids lourds que sont la Chine et la Russie, l'Iran s'est finalement imposé comme un

²⁴ Hélène Sallon et Philippe Ricard, « Macron à Bagdad pour une « conférence des voisins » pour la stabilité de l'Irak et de la région », *Le Monde*, 27 août 2021, disponible sur : https://www.lemonde.fr/international/article/2021/08/27/a-bagdad-une-conference-des-voisins-pour-la-stabilite-de-l-irak-et-de-la-region_6092518_3210.html

²⁵ Julie Connan, « Reprise du dialogue Iran-Arabie saoudite, un petit pas pour le Yémen », *La Croix*, 26 avril 2022, disponible sur : <https://www.la-croix.com/Monde/Reprise-dialogue-Iran-Arabie-saoudite-petit-pas-Yemen-2022-04-26-1201212247>

²⁶ « Nucléaire : les États-Unis « déçus » des négociations avec l'Iran », *Le Point*, 30 juin 2022, disponible sur : https://www.lepoint.fr/monde/nucleaire-les-etats-unis-decus-des-negociations-avec-l-iran-30-06-2022-2481568_24.php

²⁷ Anne Corpet, « Nucléaire iranien : vers le scénario du pire ? », *RFI*, 15 juin 2022, disponible sur : <https://www.rfi.fr/fr/podcasts/d%C3%A9cryptage/20220615-nucl%C3%A9aire-iranien-vers-le-sc%C3%A9nario-du-pire>

partenaire de choix pour Moscou, notamment en livrant des drones de fabrication iranienne et qui sont déjà utilisés sur le terrain.

Cependant, c'est bien la Chine qui semble désormais être privilégiée par Téhéran : le président iranien Ebrahim Raïssi a choisi Beijing pour sa première visite officielle à l'étranger en janvier 2022, ses deux précédentes sorties ayant été consacrées à un sommet de l'Organisation de coopération de Shanghai – dont l'Iran est désormais un État observateur – et de la Ligue islamique mondiale. Peu concernée par les menaces engendrées par la présence de relais iraniens au Levant, ni par le respect des droits humains qui peut freiner la volonté de coopération entre Occident et Iran, la Chine a ainsi signé un partenariat stratégique de 25 ans avec l'Iran, incluant le pays dans sa stratégie des Nouvelles routes de la Soie²⁸. Face à la recomposition régionale en cours au Moyen-Orient, c'est donc vers l'Asie que l'Iran se tourne, assumant pleinement sa position de carrefour des civilisations.

²⁸ William Figueroa, « China and Iran Since the 25-Year Agreement: The Limits of Cooperation », *The Diplomat*, 17 janvier 2022, disponible sur : <https://thediplomat.com/2022/01/china-and-iran-since-the-25-year-agreement-the-limits-of-cooperation/>

L'expertise stratégique en toute indépendance



PROGRAMME
ASIE-PACIFIQUE



2 bis, rue Mercœur - 75011 PARIS / France

+ 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

iris-france.org



L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, via son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale.

L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, la formation et l'organisation d'événements.